

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de la réglementation et de l'environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

**LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

DLPE/BENV. 2015 - 265 - 4

**SARP CENTRE EST**  
**Zone Industrielle Sud**  
**Rue des Frères Lumières**  
**71 000 MACON**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1, L.214-1, L. 511-1 et R.214-1,

VU l'arrêté préfectoral n°09-02270 du 2 juin 2009 autorisant la société SARP CENTRE EST à exploiter un centre de transit et de regroupement de déchets sur la zone industrielle Sud de Mâcon, rue des Frères Lumières,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013318-0010 du 14 novembre 2013 fixant une surveillance pérenne sur le cuivre dans les eaux pluviales, suite à l'action nationale de recherche de substances dangereuses dans l'eau (RSDE),

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014192-0025 du 11 juillet 2014 fixant des garanties financières et modifiant l'arrêté du 2 juin 2009,

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié,

VU l'absence d'observations de l'exploitant à la transmission du projet de mise en demeure par courrier en date du 26 août 2015,

**CONSIDERANT** que l'analyse du risque foudre disponible pour le site d'exploitation de Mâcon date de 2006, et qu'à ce jour, les préconisations issues de cette étude en terme de protection n'ont pas été mises en œuvre,

**CONSIDERANT** les obligations prévues par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2014, de disposer en complément de l'analyse du risque foudre, d'une étude technique, d'une notice de vérification et d'un carnet de bord permettant de justifier de la conformité des installations aux dispositions relatives à la foudre,

**CONSIDERANT** que l'exploitant ne respecte pas le programme d'autosurveillance des eaux souterraines et des rejets d'eaux pluviales, conformément aux dispositions des articles 5 et 8 de l'arrêté du 11 juillet 2014 susvisé et de l'article 3 de l'arrêté du 14 novembre 2013 susvisé,

**CONSIDERANT** qu'aucune analyse du piézomètre PZ3 n'a été réalisée sur 2014 et 2015,

**CONSIDERANT** que les trois piézomètres présents sur site ne respectent pas les dispositions de protection mentionnées à l'article 8 de l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé, pour notamment éviter les infiltrations d'eau de surface et d'éventuelles pollutions des eaux souterraines,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

## ARRÊTE

### Article 1

La société SARP CENTRE EST, dont le siège social est situé à RILLIEUX-LA-PAPE (69140), 105 avenue du 8 mai 1945, exploitant une installation de transit et regroupement de déchets dangereux sise rue des Frères Lumières sur la zone industrielle Sud de la commune de MACON (71000), est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions des articles suivants :

- articles 5 (autosurveillance), 6 (foudre) et 8 (eaux souterraines) de l'arrêté préfectoral n°2014192 - 0025 du 11 juillet 2014 susvisé,
- article 4.3.11 (eaux pluviales) de l'arrêté préfectoral n°09-02270 du 2 juin 2009,
- article 3 (surveillance pérenne RSDE) de l'arrêté préfectoral n°2013318-0010 du 14 novembre 2013 susvisé,
- article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé.

### Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### Article 4 - Exécution et copies

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le maire de Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Mâcon, le 22 SEP. 2015

Le Préfet  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN